



HAL
open science

L'impact de la certification GlobalGAP sur les producteurs de litchis à Madagascar

Julie Subervie, Isabelle Vagneron

► **To cite this version:**

Julie Subervie, Isabelle Vagneron. L'impact de la certification GlobalGAP sur les producteurs de litchis à Madagascar. INRA sciences sociales, 2014, 3-4/2014, pp.4. hal-01601546

HAL Id: hal-01601546

<https://hal.science/hal-01601546>

Submitted on 27 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License



RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

L'impact de la certification GlobalGAP sur les producteurs de litchis à Madagascar

La certification, quoique difficile et coûteuse, pourrait être dans certains cas une opportunité pour les petits agriculteurs, mais qu'en est-il réellement ? A Madagascar, au milieu des années 2000, le standard privé GlobalGAP a émergé dans la filière litchi en raison d'une demande de litchis certifiés de la part des importateurs européens. Toutefois, après une courte période d'engouement, le nombre de producteurs a rapidement chuté suite au retrait des bailleurs. Nous exploitons cette « expérience naturelle » pour évaluer l'impact de la certification GlobalGAP sur les performances commerciales des producteurs de litchis certifiés. Bien que nos résultats suggèrent un effet moyen positif significatif sur les quantités commercialisées comme sur les prix reçus par les producteurs, nous montrons que cet impact n'est pas distribué de manière homogène dans la population des producteurs certifiés et que seul un petit nombre d'entre eux bénéficie véritablement des effets de la certification. Cette situation pourrait toutefois évoluer si la filière malgache se trouvait contrainte de prendre des mesures pour garantir la conformité de ses produits avec les réglementations européennes. Elle pourrait alors se segmenter entre exportateurs certifiés ayant accès au marché européen et exportateurs non certifiés cantonnés aux marchés moins exigeants.

L'émergence des standards privés

Les standards privés jouent un rôle de plus en plus important dans la gouvernance des marchés alimentaires mondiaux. Initialement créés dans les années 1990 en réponse aux préoccupations des consommateurs, les standards privés du secteur alimentaire se sont focalisés en priorité sur les questions de sécurité sanitaire des aliments avec comme objectif premier l'amélioration de la réputation des produits. Par la suite, ils se sont étendus à d'autres domaines, tels que la protection de l'environnement, l'emploi, ou encore le bien-être animal. Les standards privés varient considérablement, en fonction de l'entité qui les développe (entreprises individuelles, groupement d'entreprises et/ou d'organisations non gouvernementales (ONG), réseaux d'acteurs), des agents qui les appliquent (producteurs, transformateurs, filière) et des problèmes qu'ils sont supposés résoudre (sécurité sanitaire, traçabilité, provenance, questions environnementales). Aujourd'hui, les standards privés sont toujours plus utilisés par les opérateurs en aval des chaînes de valeur pour exercer un contrôle sur le processus de production tout entier, afin de limiter les risques associés à une dispersion spatiale d'activités impliquant un grand nombre d'acteurs, ou en raison de la différenciation des produits (Dolan et Humphrey, 2000). Par conséquent, ils jouent un rôle central dans l'accès au marché. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des fruits et légumes (Garcia Martinez et Poole, 2004).

Plusieurs études montrent que la prolifération actuelle des standards privés agroalimentaires constitue un défi tout à fait nouveau pour les producteurs et les opérateurs des chaînes de valeur, notamment dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, de nombreux pays dont le Ghana, le Kenya, Madagascar, et le Sénégal ont adopté des stratégies visant à diversifier leur agriculture au profit de cultures agricoles non traditionnelles (fruits, légumes, fleurs,

épices) dans le but d'accroître leurs recettes d'exportation et de lutter contre la pauvreté (Asfaw et al., 2010). Dans beaucoup de pays, ce sont les petits propriétaires qui produisent les cultures non traditionnelles dédiées aux marchés européens (Henson et al., 2010). Très tôt s'est posée la question de la capacité des petits producteurs certifiés à rester compétitifs et à bénéficier des opportunités associées aux marchés alimentaires à haute valeur ajoutée. En effet, la mise en conformité aux standards privés au niveau du producteur n'est pas uniquement une affaire d'adoption de nouvelles pratiques. Cela peut également occasionner des dépenses substantielles – par exemple investir dans de nouvelles technologies (Reardon et al., 2004), dans de la formation et de l'information, dans de nouveaux équipements et infrastructures, ainsi que les frais de certification eux-mêmes – susceptibles d'exclure certains petits producteurs des marchés certifiés, simplement par qu'ils ne sont pas en mesure, d'un point de vue financier, de se mettre en conformité avec la norme en question. Comme le souligne un nombre important de travaux, les petits producteurs ne sont pas les seuls agents affectés par les standards privés : le rôle joué par les exportateurs dans leur décision d'adhérer ou non aux standards est crucial, ainsi que le montant du soutien financier qu'ils consentent ou non à accorder à leurs fournisseurs.

GlobalGap dans la filière litchi de Madagascar

GlobalGap est l'un des standards privés agroalimentaires les plus utilisés au monde. Cet ensemble de bonnes pratiques agricoles visant à garantir l'hygiène et la sécurité sanitaire des produits a été introduit dans la filière du litchi de Madagascar au milieu des années 2000, à la demande des importateurs européens. A Madagascar, la production de litchis étant très traditionnelle, le standard GlobalGap a surtout porté sur le traitement post-récolte, en particulier le soufrage, et sur la traçabilité des fruits. Le soufrage est indispensable

pour assurer la conservation des litchis lors de leur transport par bateau vers l'Europe, mais la présence de résidus de dioxyde de soufre dans l'alimentation est réglementée. Les stations de soufrage ont donc dû consentir d'importants coûts d'investissements pour se conformer au standard GlobalGap dans ce domaine, supportés par les exportateurs, les bailleurs et certains partenaires commerciaux.

L'augmentation subite du nombre de producteurs certifiés consécutif à l'implication des bailleurs en 2007-2008, a été rapidement suivie par une chute de ce même nombre, lorsque plusieurs exportateurs ont choisi d'abandonner la certification, après le retrait des financements extérieurs. Par la suite, seulement quelques exportateurs supplémentaires ont adopté la norme GlobalGAP. Par conséquent, seulement une centaine de producteurs étaient certifiés en 2009. Nous exploitons ce contexte particulier, qui présente toutes les caractéristiques d'une expérience naturelle, pour estimer l'impact de GlobalGAP sur les performances commerciales des producteurs de litchis certifiés, mesurées à travers les quantités commercialisées et les prix reçus. Plus précisément, nous testons l'hypothèse selon laquelle la mise en conformité à la norme GlobalGAP est à l'origine d'un plus gros volume de litchis vendus aux exportateurs par les producteurs certifiés ; et l'hypothèse selon laquelle les producteurs certifiés bénéficient d'une prime de prix liée à une forte demande pour les litchis certifiés sur les marchés rémunérateurs du nord de l'Europe.

L'approche des « expériences naturelles » repose sur l'idée que si l'on peut identifier deux groupes identiques et si l'un de ces groupes bénéficie de – ou subit – un « traitement » (une politique, un choc économique, une certification, etc.), il est possible de tirer des conclusions sur l'effet net moyen de ce « traitement » sur différentes variables d'intérêt telles que le revenu, la probabilité d'emploi, la santé par exemple. Si les conditions sont réalisées on pourra alors parler de causalité. En pratique, il s'agit de définir deux groupes d'individus : le groupe des « traités » – dans notre analyse il s'agit des producteurs certifiés en 2009 – et le groupe de contrôle, composé

de producteurs non-certifiés en 2009. Par la suite, nous comparons le niveau des quantités commercialisées et des prix reçus dans ces deux groupes. Des tests de robustesse de la stratégie d'identification choisie sont également réalisés.

Bien que nos résultats suggèrent effectivement un effet moyen positif de l'impact de la certification sur les quantités vendues par les producteurs certifiés (en 2009, les producteurs certifiés ont vendu en moyenne 7 tonnes de litchis chacun, soit une tonne de plus que ce qu'ils auraient vendu s'ils n'avaient pas été certifiés), cet effet apparaît distribué de manière très hétérogène parmi la population des producteurs certifiés, n'étant significatif que pour une sous-population spécifique (la plus professionnelle). De la même manière, nos résultats montrent que seul un certain type de producteurs certifiés a été à même de percevoir des prix plus élevés.

Ces résultats, posent une série de questions quant au véritable rôle des standards dans certains contextes et à leur caractère approprié lorsqu'ils ont pour objectif de lier les petits producteurs aux marchés internationaux ou encore d'améliorer la coordination des agents au sein des chaînes de valeur. Nos résultats montrent notamment que les standards privés n'ont qu'un impact limité sur les producteurs lorsqu'ils sont instrumentalisés par les agents positionnés en aval des chaînes de valeur dans le seul but d'accroître leur compétitivité. Ces résultats contredisent l'idée selon laquelle, quoique difficile et coûteux, le processus de certification serait une opportunité pour les petits agriculteurs. Cette situation pourrait toutefois évoluer. Durant la campagne 2010-2011, la présence de résidus de soufre a été détectée sur des litchis de Madagascar destinés à l'Union européenne, ce qui a incité les acteurs de la filière malgache à prendre des mesures pour garantir la pleine conformité de leurs produits avec les réglementations. Une telle stratégie pourrait se traduire par un regain d'intérêt pour le standard GlobalGap et, à terme, par une segmentation du marché : les exportateurs certifiés auraient accès au marché européen, tandis que les exportateurs non certifiés se reporteraient sur des marchés moins exigeants.

Julie Subervie (auteur de correspondance) INRA, UMR1135 LAMETA, F-34000 Montpellier, France,

julie.subervie@supagro.inra.fr

Isabelle Vagneron CIRAD, UMR MOISA, F-34000 Montpellier, France,

isabelle.vagneron@cirad.fr

Pour en savoir plus

Asfaw S., Mithofer D., Waibel H. (2010). Agrifood supply chain, private-sector standards, and farmers' health: Evidence from Kenya. *Agricultural Economics*, 41(3-4), 251–263.

Dolan C., Humphrey J. (2000). Governance and trade in fresh vegetables: The impact of UK supermarkets on the African horticulture industry. *The Journal of Development Studies*, 37(2), 147-177.

Garcia Martinez M., Poole N. (2004). The development of private fresh produce safety standards: Implications for developing Mediterranean exporting countries. *Food Policy*, 29(3), 229-255.

Henson S., Humphrey J. (2010). Understanding the complexities of private standards in global agri-food chains as they impact developing countries. *The Journal of Development Studies*, 46(9), 1628-1646.

Subervie J., Vagneron I. (2013). A drop of water in the Indian Ocean? The impact of GlobalGap certification on lychee farmers in Madagascar. *World Development* 50(0), 57-73.